

Unité départementale du Val-d'Oise
Préfecture du Val d'Oise
5 avenue Bernard Hirsch
CS 20105 - CEDEX
95010 Cergy-Pontoise

Cergy, le 30 mars 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOL FRANCE

8 rue du Compas
Zone Industrielle des Béthunes
95310 Saint-Ouen-l'Aumône

Références : UD95-2026-0140
Code AIOT : 0006510432

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/02/2026 dans l'établissement SOL FRANCE implanté 8, rue du Compas Zone Industrielle des Béthunes 95066 Saint-Ouen-l'Aumône. L'inspection a été annoncée le 27/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOL FRANCE
- 8, rue du Compas Zone Industrielle des Béthunes 95066 Saint-Ouen-l'Aumône
- Code AIOT : 0006510432
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société SOL France exploite une usine de stockage, de conditionnement, et de commercialisation de gaz médicaux et gaz industriels implantée sur la commune de Saint-Ouen-l'Aumône.

Des gaz (O₂, N₂O, N₂ et CO₂) stockés en réservoirs aériens sont injectés dans des réservoirs comprimés transportables. Le site réalise également du stockage de gaz inflammables et de la vente (pas de modification de conditionnement). Enfin, une unité de production de glace carbonique est présente sur site, cette glace est utilisée pour le transport à température contrôlée des denrées alimentaires, des échantillons biologiques et pour le nettoyage cryogénique notamment.

Le site peut compter jusqu'à 60 personnes.

Thèmes de l'inspection :

- Plans d'urgence
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Consommation d'eau	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 14	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	1 mois
11	Premiers prélèvements environnementaux	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Demande d'action corrective	3 mois
12	Propreté de l'installation	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 6	/	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Plan des réseaux d'eau	Arrêté Préfectoral du 27/08/2007, article 18	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
2	Rejets aqueux - eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 27/08/2007, article 20.2 et 20.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
3	Rejets aqueux - traitement	Arrêté Préfectoral du 27/08/2007, article 20.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
5	Obturation des	Arrêté Préfectoral	Avec suites, Demande	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	réseaux d'eau	du 27/08/2007, article 19.2	d'action corrective	
6	Confinement des eaux incendie	Arrêté Préfectoral du 27/08/2007, article 211.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
7	Moyens de lutte contre l'incendie - Présence et Entretien	Arrêté Préfectoral du 27/08/2007, article 44.1.1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
8	Ressources en eau	Arrêté Préfectoral du 27/08/2007, article 44.1.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
9	Contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66.A	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
10	Réalisation d'exercice POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de cette visite d'inspection, il a été constaté 3 non-conformités, dont une persistante et il a été formulé une observation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan des réseaux d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/08/2007, article 18
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux d'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 09/10/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 24/01/2025
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant établit et tient systématiquement à jour les schémas de circulation des apports d'eau et de chacune des diverses catégories d'eaux comportant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">• l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation• les dispositifs de protection de l'alimentation• les ouvrages de toutes sortes,• les ouvrages d'épuration et les points de rejet de toute nature• les points de prélèvements d'échantillon pour analyses. [...]
Constats : <p>Par courrier du 17 décembre 2024, l'exploitant a transmis un plan des réseaux mis à jour en date du 27/11/2024. Sur celui-ci le sens d'écoulement des eaux a été ajouté ainsi que les points de prélèvement.</p> <p>Par courriel du 24 février 2026, l'exploitant a transmis le plan des réseaux mis à jour avec les informations ci-dessus.</p> <p>La non-conformité n°1 relevée lors de l'inspection du 09/10/2024 est levée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Rejets aqueux - eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/08/2007, article 20.2 et 20.3
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux - eaux pluviales
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 09/10/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 24/01/2025
Prescription contrôlée : <p>Les effluents rejetés doivent être exempts :</p>

- de matières flottantes
- de produits susceptibles de dégager en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que de matière déposable ou précipitable susceptible, directement ou indirectement, d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les rejets du site doivent respecter les valeurs limites et caractéristiques suivantes :

- température < 30 °C
- pH compris entre 6,5 et 8,5
- Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg/Pt/l

L'exploitant est tenu de respecter les valeurs limites de rejet et les modalités de surveillance ci-dessous définies concernant le rejet des eaux pluviales après passage dans les ouvrages de traitement :

Paramètres	Concentration maximale (en mg/l)	Prélèvement et analyse sur un échantillon ponctuel
Demande chimique en oxygène (DCO)	50	Périodicité annuelle
Matières en suspension	30	Périodicité annuelle
Hydrocarbures totaux	5	Périodicité annuelle

Constats :

Par courrier du 17 décembre 2024, l'exploitant a transmis les rapports d'analyse des deux rejets d'eaux pluviales datés du 18/11/2024 et réalisés par la société CERECO. Ces rapports mettent en évidence la conformité des rejets par rapport aux valeurs limite d'émission.

Lors de la visite, l'inspection a demandé à consulter les derniers rapports d'analyse des eaux pluviales.

L'exploitant a présenté le rapport du 19/11/2025 réalisé par la société SARP. Ce rapport ne met pas en évidence de dépassement des valeurs limites d'émission.

De ce fait, la non-conformité n°2 relevée lors de l'inspection du 09/10/2024 est levée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Rejets aqueux - traitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/08/2007, article 20.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux - traitement
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 09/10/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 24/01/2025
Prescription contrôlée : <p>Les installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux nécessaires au respect des valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté sont conçues, entretenues, exploitées et surveillées de manière à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...).</p> <p>[...]</p>
Constats : <p>Par courrier du 17 décembre 2024, l'exploitant a transmis les bordereaux de suivi de déchets dangereux (BSDD) pour l'évacuation des déchets issus du curage des séparateurs à hydrocarbures. Ce BSDD est daté du 01/08/2023.</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a demandé à consulter les derniers BSDD concernant le curage des séparateurs à hydrocarbures.</p> <p>L'exploitant a présenté le BSDD du 24/11/2025 pour un volume d'environ 3,5 tonnes.</p> <p>De ce fait, la non-conformité n°3 relevée lors de l'inspection du 09/10/2024 est levée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 14
Thème(s) : Risques chroniques, Consommation d'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 09/10/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 24/01/2025
Prescription contrôlée : <p>Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
Constats : <p>Dans son courrier du 17 décembre 2024, l'exploitant a indiqué qu'il allait mettre en place un relevé hebdomadaire du compteur d'eau. Il indique que des difficultés techniques empêchent l'installation d'une télé-relève.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a indiqué que des travaux ont été réalisés en début d'année 2026 et que le compteur d'eau à l'entrée du site est désormais facilement accessible. L'exploitant indique qu'un relevé hebdomadaire va être mis en place par un salarié du site. L'inspection a constaté que le compteur d'eau est facilement accessible sous un regard à l'entrée du site.</p> <p>Actuellement aucun registre ne consigne le suivi de la consommation d'eau du site.</p> <p>De ce fait, la non-conformité n°4 relevée lors de l'inspection du 09/10/2024 est maintenue et rappelée ci-dessous :</p> <p><u>Non-conformité n°20241009_4</u> : Contrairement aux dispositions de l'article 14 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998, l'exploitant ne relève pas sa consommation d'eau à une fréquence hebdomadaire. L'exploitant devra mettre en place le suivi de sa consommation d'eau, afin notamment d'identifier au plus tôt des consommations anormales d'eau et des fuites.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Obturation des réseaux d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/08/2007, article 19.2
Thème(s) : Risques chroniques, Obturation des réseaux d'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 09/10/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 24/01/2025
Prescription contrôlée : <p>De plus, des dispositifs d'obturation permettent d'isoler rapidement le réseau d'eaux pluviales du site du réseau communal et du fossé d'infiltration en cas de déversement accidentel, de non-fonctionnement du dispositif de traitement des effluents ou de sinistre sur le site nécessitant l'utilisation d'eaux d'extinction.</p>
Constats : <p>Par courrier du 17 décembre 2024, l'exploitant a transmis le rapport de la société SARP daté du 02/12/2024 concernant la vérification périodique des vannes d'obturation des réseaux d'eaux pluviales. Celui-ci conclut au bon fonctionnement des vannes d'obturation des séparateurs à hydrocarbures n°1 (Est) et n°2 (Ouest). Toutefois, il indique que la clé permettant de l'actionner est absente au niveau du séparateur à hydrocarbures n°1.</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a demandé à consulter le rapport de vérification du bon fonctionnement des vannes d'obturation des séparateurs à hydrocarbures utilisées pour confiner les eaux en cas d'incendie. L'exploitant a indiqué qu'il avait contractualisé cette prestation annuellement avec la société SARP en même temps que l'analyse des rejets d'eaux pluviales. Toutefois, il n'a pas été capable de présenter un justificatif de ce contrôle lors de la visite.</p> <p>Par courriel du 24 février 2026, l'exploitant a transmis le rapport de vérification des vannes d'obturation daté du 08/12/2025 et réalisé par la société SARP. Ce rapport ne met pas en évidence de dysfonctionnement des vannes d'obturation.</p> <p>De ce fait, la non-conformité n°5 relevée lors de l'inspection du 09/10/2024 est levée.</p> <p>Observation n°1 : L'inspection demande à l'exploitant de préciser à proximité des vannes d'obturation le sens de fermeture de celles-ci afin d'éviter une erreur de manipulation en situation accidentelle.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Confinement des eaux incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/08/2007, article 21.1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 09/10/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 24/01/2025
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant justifie auprès du préfet dans un délai de 3 mois la disponibilité de rétention des eaux d'extinction d'incendie de son site (sur la base d'un volume théorique d'eaux d'extinction que nécessite une extinction en 2 heures du scénario d'incendie le plus important du site), garantissant une hauteur de stockage de ces eaux inférieures ou égales à 20 cm. Si ces capacités ne sont pas suffisantes pour atteindre le volume théorique ou pour ne pas dépasser les 20 cm, l'exploitant transmet dans un délai de 6 mois une description et un calendrier de réalisation des travaux d'augmentation des capacités de rétention des eaux d'extinction nécessaires pour atteindre le volume théorique ou la hauteur maximale de stockage.</p>
Constats : <p>Dans son courrier du 17 décembre 2024, l'exploitant précise qu'il prévoit de faire calculer par un prestataire le volume de rétention disponible sur site.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant précise que son installation comporte deux bassins versants distincts (Ouest et Est) sur son site du fait de la topographie de celui-ci.</p> <p>L'exploitant a présenté le calcul du volume de confinement concernant le scénario majorant pour le bassin versant Ouest, à savoir l'incendie du stock d'acétylène pour lequel il est retenu un débit calculé (D9) de 60 m³/h pendant 3 heures (2 heures d'arrosage et 1 heure d'extinction), soit 180 m³. L'exploitant estime le volume à confiner sur site (D9A) à 222 m³ et les capacités de rétention disponibles à 353 m³.</p> <p>Par courriel du 24 février 2026, l'exploitant a transmis le calcul équivalent pour le bassin versant Est. Le scénario majorant retenu est l'incendie de la zone de stockage de gaz MEOPA (mélange oxygène- protoxyde d'azote). Il est retenu par l'exploitant un débit calculé (D9) de 60 m³/h pendant 3 heures (2 heures d'arrosage et 1 heure d'extinction), soit 180 m³. L'exploitant estime le volume à confiner sur site (D9A) à 215 m³ et les capacités de rétention disponibles à 706 m³.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'il envisageait de transformer une partie de son bassin d'infiltration en bassin de confinement car celui-ci est surdimensionné. Les travaux sont prévus et budgétés. L'exploitant prévoit une mise en service en 2027.</p> <p>De ce fait, la non-conformité n°6 relevée lors de l'inspection du 09/10/2024 est levée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Moyens de lutte contre l'incendie - Présence et Entretien

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/08/2007, article 44.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie - Entretien
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 09/10/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant• date d'échéance qui a été retenue : 24/01/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci. Les installations sont protégées contre les intempéries et notamment contre le froid. Les robinets d'incendie armés sont au nombre de cinq au minimum, répartis autour des zones à risque, et sont protégés contre l'effet du gel.</p> <p>Des extincteurs homologués sont judicieusement répartis dans l'établissement, et en nombre suffisant, ils sont appropriés aux divers risques incendie (feu d'hydrocarbures , incendie électrique , feu de matières combustibles...). L'exploitant dispose au minimum de 2 extincteurs à poudre d'une capacité de 50 kg, à proximité du stockage de gaz inflammables liquéfiés et, de 2 extincteurs à proximité de la zone de dépotage et de 3 extincteurs à proximité du stationnement des véhicules.</p> <p>Ces équipements sont maintenus en bon état, vérifiés périodiquement, repérés et facilement accessibles [...]</p> <p>-----</p> <p>Article 68 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 :</p> <p>Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.</p> <p>L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications.</p> <p>En cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations, notamment les mesures compensatoires permettant de garantir une efficacité équivalente pour la lutte contre l'incendie, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courrier du 17 décembre 2024, l'exploitant a transmis l'attestation de la société GILLETTE, datée du 12/12/2024, indiquant que les moyens de défense contre l'incendie sont correctement dimensionnés pour le bâtiment de fabrication de glace carbonique, même en l'absence de RIA</p>

dans ce bâtiment.

Lors de la visite, il a été demandé à l'exploitant de présenter le dernier rapport de contrôle des moyens de lutte contre l'incendie. L'exploitant a présenté le rapport de la société GILLETTE daté du 07/10/2025 et le devis du 04/11/2025 signé le 02/12/2025 par l'exploitant pour le remplacement des extincteurs défaillants.

La prescription contrôlée est respectée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Ressources en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/08/2007, article 44.1.2

Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 09/10/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 24/01/2025

Prescription contrôlée :

Un poteau de défense incendie, au minimum, est situé à proximité de l'établissement, à moins de 100 mètres de l'établissement et accessible par des chemins praticables. Le poteau incendie de dimension normalisée 100 mm, piqué directement sur le réseau d'adduction d'eau de ville, sans passage par compteur ni by-pass, assure un débit minimum de 60 m³/h, sous une pression dynamique de 1 bar.

Constats :

Par courrier du 17 décembre 2024, l'exploitant a transmis le rapport de vérification du poteau incendie DN100 n°193 situé à l'entrée du site. L'essai est daté du 19/11/2024 et celui-ci est jugé conforme.

Lors de la visite, il a été demandé à l'exploitant de présenter le dernier rapport de contrôle de ce poteau incendie. L'exploitant a transmis par courriel du 24/02/2026 le rapport de vérification de l'hydrant n°193 daté du 01/12/2025. Celui-ci conclut à la conformité du poteau.

De ce fait, la non-conformité n°7 relevée lors de l'inspection du 09/10/2024 est levée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66.A
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 09/10/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 24/01/2025
Prescription contrôlée : <p>Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences.</p> <p>L'implantation des lignes et cheminement est réalisée de manière à éviter leur dégradation par les matières entreposées.</p> <p>Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.</p>
Constats : <p>Par courrier du 17 décembre 2024, l'exploitant a transmis le rapport de vérification électrique réalisé par la société APAVE et daté du 17/12/2024. Celui-ci indique qu'aucune non-conformité n'a été identifiée.</p> <p>Lors de la visite, il a été demandé à l'exploitant de présenter le dernier rapport de contrôle périodique des installations électriques. Il a présenté le rapport daté du 05/11/2025 réalisé par la société APAVE. Ce rapport mentionne une unique observation.</p> <p>De ce fait, la non-conformité n°8 relevée lors de l'inspection du 09/10/2024 est levée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Réalisation d'exercice POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Respect des fréquences réglementaires
Prescription contrôlée : Art. 5 « Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire. »
Constats : L'exploitant indique avoir réalisé le dernier exercice POI le 17/07/2024 avec un scénario de départ d'incendie dans la zone de stockage de MEOPA. L'exploitant a présenté le compte-rendu de l'exercice qui met en évidence que l'évacuation du personnel a été rapide mais que le registre du personnel présent sur site pour faire l'appel au point de rassemblement n'était pas correctement complété : des personnes inscrites sur celui-ci n'étaient pas présentes sur site. L'exploitant précise qu'il envisage d'installer un dispositif de comptage informatisé des agents présents sur site par badgeage. Il indique que ce dispositif devrait être opérationnel pour la fin d'année 2026. La prescription contrôlée est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Premiers prélèvements environnementaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Contenu POI
Prescription contrôlée : <p>« Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher. <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;</p> <ul style="list-style-type: none">- les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.;[...] » <p>Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.</p>
Constats : <p>Par courriel du 02/02/2026, l'exploitant a transmis son plan d'opération interne (POI) mis à jour en janvier 2026.</p> <p>Ce POI n'inclut pas les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. La liste des substances recherchées et des milieux associés est absente de ce document.</p> <p>L'exploitant a transmis des éléments justifiant selon lui de l'exclusion de ces dispositions pour son site, en application de la méthodologie FRANCE CHIMIE issue du guide professionnel à l'usage des industriels de la chimie et du pétrole sur les produits de décomposition émis par un incendie (DT126) édité par FRANCE CHIMIE dans sa version de juin 2023. En effet, ce guide professionnel</p>

propose d'exclure du champ d'application les matériaux et substances présentes en quantités inférieures à 0,5 tonnes. L'exploitant précise que les phénomènes dangereux pouvant être générés sur son établissement font intervenir moins de 500 kg de matières. Toutefois, ces justificatifs sont ceux présents dans le POI d'un autre établissement du groupe.

L'inspection note que cette justification semble pertinente. Une interrogation porte sur la reconnaissance du guide professionnel précité. La DGPR a été interrogée sur ce sujet pour confirmer cette analyse. Sa réponse n'a pas encore été reçue.

En tout état de cause, l'exploitant doit intégrer ces éléments dans le POI de son site.

Non-conformité n°20260217_1 : Le POI présenté par l'exploitant ne reprend pas les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux contrairement à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : Propreté de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 6

Thème(s) : Risques chroniques, Propreté de l'installation

Prescription contrôlée :

[...]

L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture,...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement,...).

Constats :

Lors de la visite, l'inspection a réalisé le tour du site. Les différents locaux, zones de stockage et ateliers de production/remplissage ont été visités.

L'inspection a constaté que le bassin d'infiltration à l'Ouest du site n'est pas maintenu propre et contient notamment des sachets plastiques provenant de l'activité de fabrication de pain de glace carbonique réalisée sur place. L'exploitant indique qu'il s'agit d'emballages qui s'envolent de la benne de déchets. Cette benne est capotée.

L'exploitant indique par ailleurs qu'il fait intervenir des agents afin d'entretenir et nettoyer le bassin d'infiltration annuellement.

Non-conformité n°20260217_2 : Contrairement à l'article 6 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998, le bassin d'infiltration à l'Ouest du site n'est pas maintenu propre par l'exploitant.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois